



Westminster & City News

NUMÉRO 5

Du 5 au 11 février 2021

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

Le PIB britannique a crû de 1 % au T4 2020 mais reste 7,8 % en dessous de son niveau de fin 2019 – L'activité du secteur des services a augmenté de 0,6 %, grâce aux services de santé et de l'éducation. En revanche, le secteur de l'hôtellerie-restauration s'est contracté de 32,8 % au T4. L'activité industrielle a enregistré une hausse de 1,8 %, et celle du secteur de la construction ressort en hausse de 4,6 % au T4. Sur l'année 2020, l'activité britannique s'est contractée de 9,9 %, la plus mauvaise performance économique au sein des pays du G7, expliquée en partie par la faible consommation des ménages qui restait fin 2020 encore 8,4 % en dessous de son niveau de fin 2019. Pour sa part, le *National Institute of Economic and Social Research* a révisé ses prévisions à la baisse pour 2021 : 3,4 % en 2021, contre 5,9 % précédemment, en raison de l'impact du confinement sur l'activité au T1 2021.

La croissance des prix immobiliers ralentit en anticipation de la fin de la réduction du droit de timbre – L'indice de croissance des prix immobiliers, réalisé d'après le *RICS Residential Market Survey*, s'est établi à +50 en janvier, contre +63 en décembre et en-dessous du consensus à +60. L'indice des nouvelles demandes d'achats a chuté à -28 en janvier contre +12 en décembre. Le marché est particulièrement faible à Londres où le solde net des réponses s'établissait à -9 pour la croissance des prix sur les trois derniers mois et -33 pour la croissance sur les trois prochains mois. Le cabinet d'analyse Panthéon Macroeconomics estime que les prix immobiliers diminueront de 2 % en 2021, si le gouvernement ne revient pas sur la suppression fin mars de la taxe réduite sur les transactions immobilières des primo-accédants pour des biens inférieurs à 500 000£.

Le confinement de janvier a sévèrement affecté les ventes au détail et la consommation des ménages – D'après les données de Barclaycard, les dépenses de consommation ont diminué de 16,3 % en janvier en glissement mensuel, le rythme de contraction le plus rapide depuis mai. Lors du confinement de novembre, les dépenses de consommation s'étaient contractées de seulement 1,9 %. Les dépenses dans les supermarchés ont augmenté de 17 % en glissement annuel en janvier, tandis que les dépenses dans les bars, pubs et restaurants ont diminué de 90 % malgré les services de livraison, et les dépenses en essence et vestimentaire se sont contractées de 25 % et 37 % respectivement. D'après les données du *British Retail Consortium*, la croissance des ventes au détail s'est établie à -1,3 % en glissement annuel, la première contraction depuis mai, contre +1,8 % en décembre.

18 entreprises et organisations britanniques demandent la création d'une taxe sur les ventes en ligne – Tesco, Wm Morrison et Waterstones font partie des 18 entreprises et organisations qui ont écrit au Chancelier pour réclamer la création d'une taxe sur les ventes en ligne et la diminution du *business rate* (impôt proche de la cotisation foncière sur les entreprises en France), afin d'équilibrer les facteurs de compétitivité entre commerces physiques et commerces en ligne. La pandémie a accéléré la transition vers les ventes en ligne, ce qui avait poussé le gouvernement à ouvrir une consultation en juillet dernier sur la création d'une nouvelle taxe. Les conclusions de cette consultation suggéraient deux options principales : une taxe sur les livraisons aux consommateurs ou une taxe de 2 % sur tous les biens achetés en ligne. Elle proposait également l'abolition du *business rate* au profit d'une taxe sur la valeur du capital qui reporterait la charge sur le propriétaire des locaux commerciaux.

Au moins douze autorités locales anglaises seraient proches de la faillite – Selon le directeur du *Chartered Institute of Public Finance and Accountancy*, R. Whiteman, douze autorités locales se seraient rapprochées du gouvernement pour discuter de leurs difficultés financières. Le gouvernement aurait autorisé six de ces localités à utiliser leurs crédits dédiés aux dépenses d'investissement pour financer leurs dépenses courantes afin d'éviter la faillite. Devant un comité parlementaire, R. Whiteman a indiqué qu'il y aurait en réalité bien plus de localités en difficulté, leur financement ayant diminué durant les dix années précédant la crise pandémique. Le think-tank *Institute for Fiscal Studies* a estimé que la crise aurait coûté 7,2 Md£ en 2020-21 aux autorités locales, auxquelles il manquerait 2 Md£ pour obtenir un budget à l'équilibre. Au cours des vingt dernières années, seuls Northamptonshire en 2018 et Croydon en novembre 2020 se sont déclarés en faillite (« section 114 notice »).

COMMERCE

Le Royaume-Uni et l'Inde poursuivent leur rapprochement commercial – A l'issue d'une visite de cinq jours en Inde, la ministre britannique au Commerce international Elizabeth Truss et son homologue indien, Piyush Goyal, ont annoncé l'adoption prochaine d'un partenariat commercial renforcé lors de la visite du Premier ministre indien au Royaume-Uni. Dans un communiqué de presse, le ministère britannique du Commerce international (DIT) a indiqué que ce partenariat était une étape importante vers la conclusion d'un accord de libre-échange entre l'Inde et le Royaume-Uni. Cependant, l'ouverture de négociations en ce sens n'a toujours pas été annoncée par les parties. En outre, Elizabeth Truss a annoncé avoir obtenu d'entreprises indiennes des promesses d'investissements au Royaume-Uni. Le DIT souligne notamment dans sa communication la création prochaine de 1 500 emplois au Royaume-Uni par le conglomérat Tata.

L'appel à candidatures du gouvernement pour la création des « ports francs » s'est clôturé le 5 février – Selon le FT, une trentaine de ports et aéroports se seraient portés candidats pour devenir des « ports francs », mais seuls dix devraient être finalement retenus cette année. Cet afflux de candidatures est perçu comme un succès pour Boris Johnson qui valorise la création de ce dispositif pour mettre en œuvre sa politique de lutte contre les inégalités entre régions (« *levelling up* »). Parmi les dispositifs de soutien prévus dans le cadre de ces « ports francs », seraient envisagées **des facilités douanières**, **des mesures fiscales** favorables ainsi qu'une simplification des règles administratives relatives à l'aménagement.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

Londres a perdu en janvier 2021 son statut de centre de négociation des actions européennes – En l'absence de l'octroi par la Commission d'une décision d'équivalence sur l'obligation de négociation des actions, les actions qui ne sont pas échangées en sterling doivent être échangées sur des plateformes de l'UE, ou des plateformes de pays-tiers reconnues équivalentes. Sans surprise, d'importants volumes de transactions d'actions (autour de 6,5 ds d'euros de transactions quotidiennes) ont mécaniquement basculé sur des plateformes européennes, notamment à Paris et à Amsterdam. Par exemple, 9,2 Mds€ de transactions quotidiennes ont été négociées au Pays-Bas en janvier, contre 8,6 Md€ sur les plateformes britanniques. *L'Intercontinental Exchange* prévoit également de transférer aux Pays-Bas son marché d'échange de droits d'émission de carbone, qui traite plus d'un milliard d'euros par jour.

Le Trésor britannique va examiner le fonctionnement de la législation relative à la séparation des opérations de détail et d'investissement (*ringfencing*) – Le régime britannique de *ringfencing* (entré en vigueur en 2019) constitue un élément clé de la réforme du secteur bancaire britannique consécutivement à la crise financière de 2008. Un comité indépendant nommé par le HMT examinera dans quelle mesure ce régime répond à son objectif de soutien de la stabilité financière et de minimisation des risques pour les finances publiques. En outre, le panel évaluera notamment l'impact de cette législation dans trois domaines : (i) la concurrence dans le secteur bancaire et (ii) sur le marché hypothécaire britannique, et (iii) la compétitivité internationale du secteur bancaire britannique. La présentation des résultats de l'évaluation du comité est prévue d'ici début février 2022. A noter qu'une partie de l'industrie britannique [fait pression](#) pour assouplir cette réglementation.

La Banque d'Angleterre (BoE) exclut des réductions importantes du niveau des exigences de fonds propres pour les assureurs – Anna Sweeney, directrice en charge du secteur de l'assurance de la BoE, a réitéré lors d'une conférence au *Westminster Business Forum* le 10 février l'engagement du régulateur à suivre les principes de la

réglementation Solvabilité II, y compris en ce qui concerne les exigences de fonds propres. Pour rappel, une consultation sur la réforme de la réglementation du secteur de l'assurance (Solvabilité II) est en cours par le Trésor britannique, qui étudie l'éventualité de certains changements à la réglementation du secteur pour maintenir sa compétitivité post-Brexit, dont les exigences de fonds propres. Cette consultation, lancée en octobre 2020, s'achève le 19 février prochain.

L'impact du Brexit sur l'économie londonienne pourrait dépasser les 9,5 Mds£ par an en l'absence d'accord sur les services financiers avec l'UE – D'après une analyse de l'accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'UE réalisée par le *Centre for Economics and Business Research* (CEBR), le Brexit pourrait coûter jusqu'à 9,5 Mds£ par an à la capitale britannique – un impact majoritairement ressenti par les secteurs des services (financiers et professionnels notamment). L'impact total pourrait être encore plus élevé en l'absence d'accord sur les services financiers, qui représenteraient plus de 2 Mds£ de PIB perdus par an. Le maire de Londres a exhorté le gouvernement à conclure un accord d'équivalence des services financiers avec l'UE. Pour mémoire, les décisions d'équivalence de l'UE à des pays tiers en matière de services financiers sont prises de manière unilatérale par la Commission européenne sur la base d'une analyse technique des régimes réglementaires étrangers.

BANQUES & ASSURANCES

Les prêts garantis par l'Etat vont s'accompagner de nouvelles options de remboursement, plus flexibles – Le Chancelier Rishi Sunak [a annoncé le 8 février](#) plusieurs modifications au programme 'Pay as You Grow' (révélé en septembre 2020), dont l'objectif est de flexibiliser le remboursement des prêts garantis par l'État à destination des PME - *Bounce Back Loans* (BBL, d'un montant plafonné à 50 000£, garanti à 100% par l'Etat). Il a confirmé que la maturité des BBL est étendue de 6 à 10 ans. En outre, la période initiale de 12 mois pendant laquelle les emprunteurs ne remboursaient rien a été étendue de 6 mois, pendant lesquels aucun paiement n'est demandé, avec un différé sur le capital et une prise en charge des intérêts par l'Etat. Les entreprises disposeront également de la possibilité d'activer sans délai un moratoire (sur capital et intérêts) de 6 mois. Enfin, les entreprises pourront demander de ne rembourser que les intérêts pendant trois périodes de six mois au cours de la durée du prêt. Ces facilités seront proposées à environ 1,4 million d'entreprises qui ont collectivement emprunté près de 45 Mds£ via le programme BBL.

Les prêts bancaires 'traditionnels' aux PME diminuent de 10 % en 2020 tandis que le recours aux prêts garantis bondit – D'après une étude du cabinet de conseil ACP Altenburg Advisory (ACP), les prêts traditionnels aux PME sont passés de 168 Mds£ en décembre 2019 à 152 Mds£ un an plus tard. Dans le même temps, les financements d'urgence via le *Coronavirus Business Interruption Loan Scheme* (CBLIS) et le *Bounce Back Loan Scheme* (BBLIS) ont bondi, avec près de 61 Mds£ prêtés aux entreprises entre décembre 2019 et décembre 2020. D'après ACP, les PME pourraient avoir du mal à obtenir des financements qui ne soient pas partiellement ou totalement garantis par le gouvernement dans les mois à venir.

HSBC annonce qu'elle ne participera pas au plan sectoriel de recouvrement des impayés liés aux prêts garantis par l'État – L'annonce porte un coup aux efforts déployés par d'autres banques britanniques afin d'organiser une réponse de place et de minimiser le risque de réputation et d'image associé à un nombre élevé de procédures de recouvrement. Pour rappel, l'association professionnelle UK Finance proposait la création d'un organisme central pour coordonner le recouvrement de ces impayés, mais n'était soutenue que par 10 des 23 établissements ayant accordé ce type de prêts. D'après Reuters, HSBC aurait décidé de mettre en place son propre système afin de gérer tout risque commercial et de réputation en interne. La banque n'a toutefois pas exclu d'adhérer au système ultérieurement.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 11 février 2021

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-6,3%	-0,5%
PIB en glissement trimestriel		15,5%	0,0%
PIB par habitant		15,4%	-0,2%
Inflation (IPC)		0,6%	1,9%
Evolution de la demande	Investissement	15,1%	0,2%
	Consommation	18,3%	-0,3%
	Dépenses publiques	7,8%	-0,2%
	Exportations (B&S)	5,1%	-0,1%
	Importations (B&S)	13,2%	-0,5%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	18,8%	-0,8%
	Secteur de la construction	41,9%	-0,1%
	Secteur des services	14,2%	-0,6%
Parmi les services	Finance et assurances	2,2%	-0,4%
	Ventes au détail	17,3%	0,6%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,8%	4,1%
Taux d'emploi		75,3%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	28,5	31,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	-2,0%	-0,3%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,4%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	2,9%	0,3%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-2,5%	0,3%
Taux d'épargne des ménages		29,1%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-10,1%	-3,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	101,2%	84,9%
Investissement public net	-2,3%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-1,7%	-4,3%
Balance des B&S		1,2%	-1,0%
Balance des biens		-3,9%	-6,0%
Balance des services		5,1%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,10	1,13
	GBP/USD	1,29	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.